

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ENVIRONNEMENT

Ancien centre de stockage de déchets
situé à Saint Paul Trois Châteaux au lieu-dit «Bois Mahon »

Références : 20240730-RAP-DAEN0739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 de l'ancien centre de stockage de déchets exploité par la société SUEZ ENVIRONNEMENT, implanté au lieu-dit « Bois Mahon » 26 130 Saint-Paul-Trois-Châteaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a reçu de la part de l'exploitant, en juin 2024, un rapport annuel d'activité portant sur l'année 2023, concernant cet ancien centre de stockage, qui ne reçoit plus de déchets depuis mars 2007.

L'exploitant n'avait jamais, jusqu'à présent, transmis à l'inspection les rapports annuels d'activité concernant ce centre. Les concentrations de certains paramètres mesurées dans les eaux souterraines figurant dans ce rapport annuel d'activité 2023 interpellent, il convenait d'approfondir le sujet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ENVIRONNEMENT
- « Bois Mahon » 26 130 Saint-Paul-Trois-Châteaux
- Code AIOT : 0010300156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancien centre de stockage de déchets situé à St Paul Trois Châteaux est bien intégré dans son environnement, la végétation s'y est bien développée. L'âge de ce site fait qu'il n'y a pas de collecte des lixiviats. Il n'y a plus d'émission de biogaz, le réseau de collecte est démantelé depuis plusieurs années. Les terrains du site sont stabilisés.

Thèmes de l'inspection :

- Bilan sur l'évolution de l'ancien centre
- Qualité des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rapport annuel d'activité 2023	Autre du 18/06/2024	Demande d'action corrective	8 jours
3	Rapport annuel d'activité 2023	Autre du 18/06/2024	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rapport annuel d'activité 2023	Autre du 18/06/2024	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport annuel d'activité 2023	Autre du 18/06/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant mène rapidement les investigations nécessaires pour s'assurer que la qualité de la nappe n'est pas susceptible d'avoir un impact à l'aval hydrogéologique de cet ancien centre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel d'activité 2023

Référence réglementaire : Autre du 18/06/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Information et protection contre l'intrusion
Prescription contrôlée : Clôture du site, portail d'accès, panneau d'information au niveau du portail.
Constats :

La visite du site a permis de constater que le portail d'entrée dans le site était en bon état et maintenu fermé. Un panneau d'information sur le centre de stockage de déchets est visible et en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport annuel d'activité 2023

Référence réglementaire : Autre du 18/06/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan sur l'entretien du site
Prescription contrôlée : Entretien du site.
Constats : La partie du site visitée par l'inspection n'appelle pas d'observation, la nature reprend ses droits, une voie de circulation interne est constatée. Un passage le long de la clôture du site permet de la longer sans difficulté, ce qui a conduit à constater que celle-ci a été totalement coupée à un endroit précis, permettant ainsi un accès aisé à toute personne extérieure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à un contrôle complet de l'état de la clôture du site, et fera réaliser les réparations nécessaires. Le contrôle est à faire sous 8 jours, les réparations sont à achever sous un mois.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Rapport annuel d'activité 2023

Référence réglementaire : Autre du 18/06/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan sur les ouvrages de suivi de la nappe
Prescription contrôlée : Examen des 3 piézomètres de contrôle du site : Pz1, Pz5 et Pz6
Constats : Le piézomètre Pz6 a été aperçu, son capot n'est pas cadenassé. Un piézomètre Pz2 a également été aperçu, son capot n'est pas cadenassé. Le piézomètre Pz5 n'a pas été retrouvé ; son emplacement a fait l'objet de travaux d'aménagement d'une zone d'activités, ce piézomètre a donc été détruit, comme écrit dans le rapport annuel d'activité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera à la recherche de tous les piézomètres réalisés dans ou à proximité immédiate du site, très probablement numérotés Pz1 à Pz6. Ils seront, soit bouchés dans le respect de la réglementation en vigueur, soit mis en sécurité (supprimer la possibilité de polluer les eaux souterraines).
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rapport annuel d'activité 2023

Référence réglementaire : Autre du 18/06/2024
--

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan sur le suivi de la qualité des eaux souterraines
--

Prescription contrôlée :

Suivi de la qualité des eaux souterraines.
--

Constats :

<p>Dans le rapport annuel d'activité reçu par l'inspection, il est rappelé que le site ne reçoit plus de déchets depuis mars 2007, et que le suivi des eaux souterraines est assuré par trois piézomètres : Pz1 (amont), Pz5 et Pz6 (aval). Mais le contrôle réalisé annuellement par l'exploitant de la qualité des eaux souterraines montre, selon les graphiques, que Pz1 est sec depuis de nombreuses années (2011 selon la conclusion du rapport annuel d'activité : p 34) et que Pz5 a été détruit depuis 2019. Il ne reste donc plus que Pz6 à l'aval du site pour effectuer des contrôles de la qualité de la nappe. Ces contrôles montrent notamment des concentrations élevées en carbone organique total (225 mg/l en 2022 et 180 en 2023), en ammonium (34 mg/l en 2022 et 30 en 2023), en chlorure (270 mg/l en 2022 et presque 250 en 2023) et en métaux totaux (140 mg/l en 2022 et presque 100 en 2023).</p>
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

<p>Compte tenu des résultats d'analyses, il est important et urgent que l'exploitant procède aux investigations nécessaires pour s'assurer de l'absence d'impact à l'aval hydrogéologique de son site, notamment :</p>
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Sous 15 jours, effectuer une recherche d'éventuels enjeux sanitaires ;• Sous 4 mois, présenter une étude sur l'hydrogéologie locale permettant de constituer un réseau de piézomètres pertinent, destiné à assurer une surveillance satisfaisante de la qualité des eaux souterraines (un à l'amont, 2 à l'aval dont Pz6) ; réaliser à partir de ces 3 piézomètres une campagne d'analyses des eaux souterraines sur les paramètres figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. |
|---|

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 15 jours
